

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 34 (1954)
Heft: 11: La Suisse et les ports français

Anhang: [Notre supplément mensuel]
Autor: Chambre de commerce suisse en France

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Editorial

Le communiqué publié à l'issue des récentes négociations franco-allemandes, qui ont abouti à un accord sur le statut de la Sarre, exprime assez bien ce que pourrait être, dans le domaine économique, la coopération entre la France et la Suisse si l'on faisait abstraction de part et d'autre, dans les sphères officielles comme dans les milieux privés, de considérations accessoires, pour ne viser qu'au résultat, à l'efficacité.

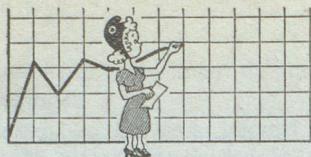
Il est question tout d'abord d'une intensification des échanges commerciaux, et spécialement des ventes de produits de l'agriculture française. Le marché suisse n'a pas, tant s'en faut, la capacité d'absorption du marché allemand, mais on ne peut manquer d'être frappé en constatant que les denrées alimentaires occupaient avant la première guerre mondiale la deuxième place dans les exportations françaises vers la Suisse avec 18 % du total, qu'elles avaient rétrogradé en 1938 à la troisième place avec 15,5 % et sont aujourd'hui à la cinquième place avec 7,5 %. Ce ne sont pas les restrictions suisses d'importation qui ont causé ce recul puisque le total des achats de notre pays est en forte augmentation, mais de pures raisons commerciales. Les efforts que poursuit l'agriculture française pour s'aligner sur les cours mondiaux et pour déployer une politique cohérente d'exportation devraient lui permettre de retrouver sa place traditionnelle sur le marché suisse.

En sens inverse, une expansion des importations françaises de produits suisses se justifierait tout d'abord par le fait, unique, que son commerce avec notre pays laisse à la France, bon an mal an, un solde actif de l'ordre de 200 millions de francs suisses et que si l'on prend en considération les opérations financières, qui viennent pour la plupart en déduction, il lui reste encore un actif net de quelque 300 millions de francs suisses pour les neuf années d'après-guerre. Une telle expansion serait d'autre part conforme à l'intérêt de nos deux pays dont les économies, loin d'être concurrentes, sont typiquement complémentaires, ce qui explique l'intensité de leurs échanges commerciaux. Une enquête du Conseil économique a révélé que la Suisse venait en tête des pays fournisseurs de la France pour la part occupée dans ses ventes par les biens d'équipement : 31 %. Les machines qu'elle livre, fabriquées d'ailleurs en majorité à l'aide d'acières français, contribuent à l'essor industriel français. Il n'est pas jusqu'aux produits dits « similaires » — montres, fromages, textiles, chaussures, etc. — qui, en raison de leurs prix fondamentalement différents, ne soient eux aussi complémentaires.

Le communiqué franco-allemand déclare d'autre part : « Il a été reconnu souhaitable d'encourager les associations d'entreprises et de capitaux français et allemands en Europe et outre-mer en vue de contribuer à la mise en valeur des ressources, ainsi qu'à l'accroissement et à la rationalisation de la production. De telles associations demeurent largement ouvertes aux autres pays... » La Suisse a déjà apporté, dans le domaine financier, une large contribution. N'a-t-elle pas, malgré le caractère très particulier des fonds dont elle dispose, qui constituent un « capital de conservation » et non pas un « capital d'aventure » prêt à s'investir à l'étranger dans des affaires nouvelles, placé en France près de 400 millions de francs suisses en 1954 ? Il n'est pas exagéré de dire que la Suisse a contribué efficacement à la modernisation des Houillères de Lorraine, à l'électrification de la S. N. C. F., à la réorganisation de l'industrie sidérurgique. Nous souhaitons que ces opérations amorcent un mouvement ample et régulier d'investissement de capitaux suisses en France, que justifie le regain de confiance du public suisse dans l'économie et le franc français et l'intérêt qu'il porte depuis quelques mois aux marchés français des valeurs mobilières.

Il est enfin un domaine où la coopération franco-suisse pourrait s'exercer de façon particulièrement active et fructueuse, sans faire courir aucun risque aux économies de nos deux pays, c'est celui des échanges de main-d'œuvre. N'en déplaise à M. Lecompte qui, dans la revue « Ingénieurs et cadres de France », contestait de façon fort désobligeante le bien-fondé de nos espoirs dans ce domaine et invoquait la situation du marché du travail pour délier la France de ses obligations contractuelles, la France et la Suisse peuvent trouver chacune, de l'autre côté du Jura, un précieux appoint de main-d'œuvre qui ne mettra pas en danger leur équilibre social, qui renforcera leurs colonies dangereusement appauvries depuis la guerre, et qui contribuera à resserrer entre elles les liens affectifs, culturels et économiques. N'est-ce pas là un objectif qui vaut la peine d'être poursuivi ?

L'économie française donne depuis une année des signes de raffermissement de plus en plus évidents. Or les principaux points de friction qui ont pu exister entre la France et la Suisse, qui étaient pour la plupart de nature financière, ont aujourd'hui disparu. Il ne reste plus à régler que quelques questions dans lesquelles les intérêts de nos deux pays, nous venons de le voir, sont concordants. Le gouvernement de M. Mendès-France a su déjouer bien des manœuvres de diversion et venir à bout, sur le plan politique comme sur le plan économique, de difficultés autrement graves. Nous sommes certains qu'il défendra, ici aussi, le véritable intérêt de la France.



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

LE FAIT DU MOIS **Le budget de 1955.** — Le budget de 1955, tel qu'il est soumis au Parlement, bénéficie de deux circonstances favorables : la cessation des hostilités en Indochine et l'amélioration de la conjoncture économique. Grâce à ces circonstances, le gouvernement a pu présenter un budget qui comporte un déficit diminué de 100 milliards, bien que les dépenses d'intérêt social augmentent également de 100 milliards.

L'ensemble des dépenses, y compris l'effort additionnel prévu pour la revalorisation des traitements des fonctionnaires, se trouve fixé à 3.327 milliards, soit à un niveau qui correspond à la situation actuelle du budget de 1954. Par contre, les recettes vont passer de 2.903 milliards pendant l'exercice en cours à 2.994 milliards en 1955, présentant ainsi une plus-value de 91 milliards. Quant à l'insuffisance de recettes, elle ressort à 333 milliards, contre 418 milliards pendant l'exercice en cours. Il s'agit, bien entendu, du seul déficit du budget ordinaire. En tenant compte des investissements (Fonds d'expansion économique) et des comptes spéciaux du Trésor, les charges totales du Trésor s'établissent à 583 milliards, contre 683 milliards pour le budget de l'exercice en cours. Cette présentation budgétaire exclut les emprunts des organismes d'H. L. M. (130 milliards), financés par la Caisse des dépôts et consignations, ainsi que les emprunts à émettre par les sociétés nationales (99 milliards).

FINANCES **Augmentation des réserves monétaires.** — M. Edgar Faure vient de confirmer que les réserves monétaires françaises s'élèvent à 1 milliard de dollars. En effet, à l'encaisse-or de la Banque de France, qui correspond à 575 millions de dollars, il convient d'ajouter plus de 500 millions de dollars au titre des avoirs convertibles — devises et or — détenus par le Fonds de stabilisation des changes. Toutefois, ces réserves sont gênées d'une hypothèque, constituée par la dette française à l'égard de l'Union européenne de paiements (U. E. P.), soit 250 millions de dollars, de sorte que les réserves « libres » s'établiraient aux environs de 1 milliard de dollars.

U. E. P. **Excédent français à l'U. E. P.** — Le décompte de l'U. E. P. pour le mois d'octobre a provoqué une surprise agréable, en se soldant par un excédent, en faveur de la France, de 6,2 millions de dollars, monnaie de compte, alors que le mois de septembre avait laissé un déficit de 1,3 million et le mois d'août un passif de 10,6 millions. Il faut remonter au mois de juin 1952 pour trouver un excédent supérieur. Toutefois, le surplus réalisé par la France en octobre dernier ne résulte que pour une part modeste des opérations courantes. Il est dû essentiellement au premier versement, s'élargissant à 25 millions de francs suisses (soit 5,7 millions de dollars) et effectué par les C. F. F. à la S. N. C. F. en exécution du récent accord de crédit.

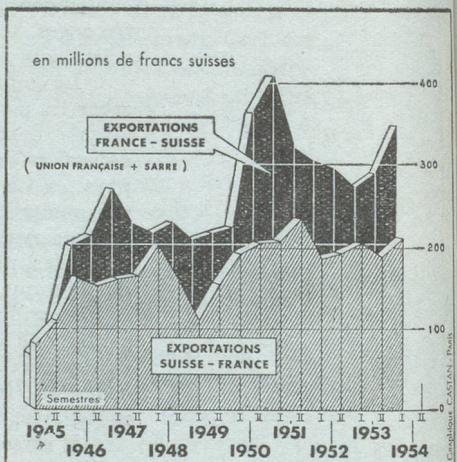
COMMERCE EXTÉRIEUR **Pour la première fois** depuis l'automne 1950, la balance commerciale de la France avec l'étranger — à l'exclusion des territoires d'outre-mer — se solde, en octobre 1954, par un excédent. Les exportations se sont élevées à 83,4 milliards de francs, contre 75,5 milliards en septembre et 76,1 milliards en août. Les importations ont atteint 83 milliards contre 86,1 milliards en septembre et 83,5 milliards en août. Ainsi, l'excédent ressort à 400 millions, contre un déficit de 10,6 milliards en septembre et de 7,4 milliards en août. Avec les territoires d'outre-mer, le commerce du mois

d'octobre a été largement excédentaire : 46,3 milliards d'exportations et 31,5 milliards d'importations. La balance globale — étranger et territoires d'outre-mer — accuse finalement, en octobre, un solde actif de 15,2 milliards, contre un déficit de 3,3 milliards en septembre.

Les échanges franco-soviétiques. — En application de l'accord commercial franco-soviétique du 15 juillet 1953, un protocole vient d'être signé à Paris qui fixe les listes de marchandises à échanger du 1^{er} juillet 1954 au 31 décembre 1955. Le volume des exportations soviétiques pendant cette période de dix-huit mois sera de 29 milliards de francs et celui des exportations françaises de 25 milliards, en nette augmentation par rapport à l'accord précédent qui ne prévoyait que 12 milliards dans chaque sens, en douze mois.

Construction de logements. — Le gouvernement a pris, **CONSTRUCTION** dans le cadre d'un programme triennal, différentes mesures en vue de favoriser la construction de logements. Alors que jusqu'ici on cherchait, en France, à encourager surtout l'acquisition à la propriété individuelle, la nouvelle politique s'oriente davantage vers la construction d'immeubles à usage locatif par les organismes d'H. L. M. (habitations à loyer modéré). Grâce à un crédit de 130 milliards, les organismes d'H. L. M. pourront construire, en 1955, 85.000 ou peut-être 95.000 logements. En tenant compte de quelque 30 logements prévus au titre des dommages de guerre, on arrive, pour 1955, à un programme total de mise en construction de 265.000 logements.

GRAPHIQUES DU COMMERCE



COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	10 nov. 2.650	14 oct. 2.660	12 nov. 3.420
Cours fr. s. marché parallèle.	10 nov. 86,50	14 oct. 86,75	12 nov. 90
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100).	5 nov. 293	8 oct. 286	6 nov. 189
Ind. prod. ind. (1938 = 100).	sept. 152	août 124	septembre 138
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	août 184	août 184	août 176
Ind. prix de gros (1949 = 100).	octobre 134,4	septembre 134,6	octobre 136,3
Ind. prix consomm. familiale (1949 = 100).	octobre 142,9	septembre 142,6	octobre 141
Transports commerce (mio. t).	juillet 13,3	juin 13,2	juillet 13,2
Voyageurs (millions)	septembre 40,5	août 39	septembre 41,40
Ind. vol. import. (1938 = 100).	septembre 121	août 120	septembre 121
Ind. vol. export. (1938 = 100).	septembre 189	août 195	septembre 159

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

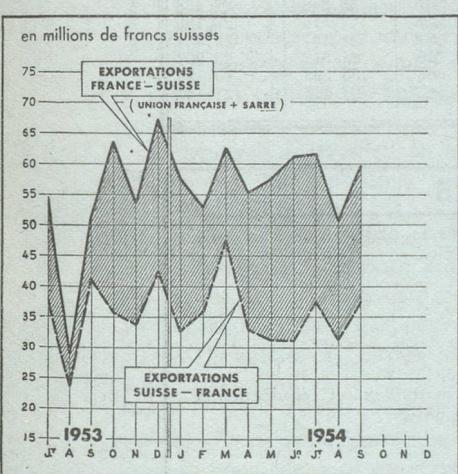
LE FAIT **Régime financier transitoire.** — Le 24 octobre, par **DU MOIS** 456.754 voix contre 193.755, le peuple suisse a accepté le projet du Conseil fédéral réglant le régime financier de la Confédération jusqu'au 31 décembre 1958. Tous les cantons, sauf Genève, ont fourni une majorité acceptante. La participation au scrutin a été de 45,2 %.

COMMERCE EXTÉRIEUR **En octobre 1954,** les importations ont atteint 501,4 millions de francs et les exportations 483,3 millions de francs. Il en résulte que la balance commerciale pour ce mois présente un solde passif de 18,1 millions. Le solde passif des dix premiers mois de l'année s'établit à 291,8 millions en regard d'un solde actif de 115,4 millions de francs pour la période correspondante de 1953.

Dans l'ensemble des importations, la part de la France, pour le mois d'octobre, est de 582 millions de francs (11,6 % des importations totales) et dans les exportations de 33,4 millions de francs (6,9 % des exportations totales).

IMPOT MERCE FRANCO-SUISSE **Recettes fiscales de la Confédération.** — Les recettes de la Confédération pendant le troisième trimestre se sont élevées cette année à 436 millions, alors qu'elles avaient été de 341,4 millions de francs en 1953, de 394,9 millions de francs en 1952 et 297,6 millions de francs en 1951.

Pour les trois premiers trimestres de l'année, ces recettes s'élèvent à 1.512,3 millions de francs, tandis que pour toute l'année 1953 elles ont été de 1.598,8 millions.



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr. s.	16 nov. 29,75	18 oct. 30	16 nov. 34
Cours billet 100 fr. fr.	16 nov. 1,14	18 oct. 1,14 1/4	16 nov. 1,10
Ind. gén. actions	octobre 399,5	septembre 368,4	octobre 326,5
Coeff. d'activité industriel	2 ^e trim. 54	1 ^{er} trim. 54	2 ^e trim. 53
(100 = satisfaisant).	128	125	124
Ind. prix de gros (1939 = 100).	octobre 214,5	septembre 215,1	octobre 212,3
Cout de la vie (1939 = 100).	octobre 172,5	septembre 172,0	octobre 170,4
Ind. salaires hor. réels (1949 = 100).	2 ^e trim. 54	1 ^{er} trim. 54	2 ^e trim. 53
Marchandises transportées	115,1	115,6	114,8
C. F. F. (mio. de t.)	septembre 1,9	août 1,9	septembre 1,8
Voyageurs (millions)	septembre 18,9	août 17,2	septembre 18,0
Ind. import. (1938 = 100)	octobre 202	septembre 191	octobre 175
Ind. export. (1938 = 100)	octobre 212	septembre 217	octobre 209

Régie des alcools. — L'excédent de recettes de la régie **IMPOT** des alcools pour l'exercice 1953-54 a atteint 25.575.000 fr., alors que le budget prévoyait 22.707.000 francs. Cet excédent est réparti également à la Confédération et aux cantons (à raison de 2,60 fr. par tête d'habitants), après qu'il soit réservé 1 million de francs pour le fonds de renouvellement et de construction.

Double imposition. — Divers accords internationaux ont été conclus par la Suisse pour éviter la double imposition. Celui du 16 juin 1954 avec l'Autriche vient d'être publié dans le Recueil officiel des lois, de même que celui avec le Danemark pour les sociétés de navigation maritime et aérienne. D'autre part, le Conseil fédéral publie un message du 22 octobre 1954 au sujet de l'accord avec la Grande-Bretagne. Il existe déjà de semblables accords avec les États-Unis et la Suède. Rappelons que celui avec la France n'attend plus que la ratification du Conseil de la République pour entrer en vigueur.

Prix du lait. — Dans sa séance du 26 octobre, le Conseil **LAIT** fédéral, après avoir longuement examiné le problème, a approuvé un relèvement du prix du lait à la production pour la période allant du 1^{er} novembre 1954 au 30 avril 1955. Le prix de vente du lait, du beurre et du fromage restera inchangé, mais la Confédération supportera la part de frais supplémentaires que les différents fonds de l'économie laitière ne pourraient pas résorber.

Sur le marché des capitaux. — Première des grandes **CAPITAUX** banques suisses, la Banque populaire suisse a décidé d'augmenter son capital de 75 à 90 millions de francs par l'émission de 15 millions de nouvelles parts sociales de 500 francs nominal offertes aux titulaires actuels au prix de faveur de 650 francs, et en souscription libre au prix de 750 francs.

Comme la loi fédérale sur les banques prescrit un rapport fixe entre les fonds propres et les fonds des tiers et que ce rapport n'est plus respecté en général du fait de l'accroissement considérable des dépôts dans les instituts financiers suisses, il est à prévoir que d'autres banques seront amenées à procéder à de semblables opérations dans un avenir plus ou moins proche.

On signale en outre une augmentation du capital de l'Énergie électrique du Simplon S. A., de 12 à 16 millions de francs.

Il va être émis sur le marché suisse un emprunt **EMPRUNTS** du Royaume de Suède de 60 millions, au taux de 3,75 % au prix de souscription de 100 % net.

D'autre part, la grande société chimique et minière italienne Montecatini, projette également l'émission en Suisse d'un emprunt à 4,5 % de 50 millions de francs suisses et d'une durée de douze ans. L'opération doit encore être soumise à une assemblée générale extraordinaire de cette société.

Enfin, récemment, un emprunt de 12 millions de francs suisses de la société française Le Matériel Électrique S-W a été offert en souscription publique. Cet emprunt est remboursable en 10 annuités égales dès le 1^{er} novembre 1960. Le Matériel Électrique S-W est une entreprise électromécanique qui fait partie du groupe français « Schneider » et du groupe américain « Westinghouse Electric ».

STATISTIQUES FRANCO-SUISSES

Commerce extérieur français et suisse
(d'après les statistiques douanières française et suisse)

	FRANCE (en milliers de francs français)			SUISSE (en milliers de francs suisses)		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
Moy. mens. 1953	121.516.713	117.254.909	— 4.261.804	422.557	430.384	+ 7.827
Janvier 1954	135.202.104	120.174.337	— 15.127.767	418.527	361.172	— 57.355
Février 1954	127.909.932	130.006.956	+ 2.697.024	385.143	390.478	+ 5.335
Mars 1954	128.385.912	122.528.845	— 5.857.067	494.169	461.845	— 32.324
Avril 1954	137.074.490	127.373.149	— 9.701.341	438.576	410.039	— 28.537
Mai 1954	133.769.100	125.518.765	— 8.250.335	475.376	419.018	— 56.358
Juin 1954	132.447.856	125.622.710	— 6.825.146	469.527	416.531	— 52.996
Juillet 1954	121.767.858	114.896.058	— 6.871.800	469.652	459.515	— 10.137
Août 1954	116.509.246	116.500.062	— 9.184	426.350	571.869	+ 54.481
Septembre 1954	117.571.980	114.260.010	— 3.311.970	475.351	488.979	+ 13.628

Commerce franco-suisse
(d'après les statistiques douanières suisses)

	FRANCE MÉTROPOLITaine (en milliers de fr. s.)			UNION FRANÇAISE (en milliers de fr. s.)			TOTAL (en milliers de fr. s.)		
	Exporta- tions de Suisse	Importa- tions en Suisse	Balance commerciale française	Exporta- tions de Suisse	Importa- tions en Suisse	Balance commerciale française	Exporta- tions de Suisse	Importa- tions en Suisse	Balance commerciale française
Moy. mens. 1953	30.960	47.102	+ 16.142	4.140	2.160	— 1.980	35.100	49.261	+ 14.161
Janvier 1954	29.068	55.358	+ 26.290	3.806	2.253	— 1.553	32.874	57.611	+ 24.737
Février 1954	32.728	51.576	+ 18.848	3.193	1.399	— 1.794	35.921	52.975	+ 17.064
Mars 1954	43.238	60.530	+ 17.292	4.229	2.019	— 2.210	47.467	62.549	+ 15.082
Avril 1954	28.124	52.771	+ 24.647	4.786	2.577	— 2.209	32.910	55.348	+ 22.438
Mai 1954	27.174	55.273	+ 28.137	4.199	2.242	— 1.957	31.335	57.515	+ 26.180
Juin 1954	27.102	59.402	+ 32.300	4.241	1.795	— 2.446	31.343	61.197	+ 29.854
Juillet 1954	32.814	59.144	+ 26.330	4.796	2.368	— 2.428	37.610	61.512	+ 23.902
Août 1954	28.291	48.994	+ 20.703	3.114	1.604	— 1.510	31.405	50.598	+ 19.193
Septembre 1954	33.829	58.042	+ 24.203	4.086	2.050	— 2.036	37.925	60.092	+ 22.167

CALENDRIER DES FOIRES ET EXPOSITIONS

Paris	3 au 12 décembre 1954	Salon de la chimie et des matières plastiques.
Genève	10 au 20 mars 1955	Salon international de l'automobile.
Lyon	16 au 25 avril 1955	Foire de Lyon.
Bâle	16 au 26 avril 1955	Foire suisse d'échantillons.
Casablanca	16 avril au 1 ^{er} mai 1955	Foire de Casablanca.
Lille	23 avril au 9 mai 1955	Foire de Lille.
Paris	11 au 30 mai 1955	Foire de Paris.
Bordeaux	12 au 27 juin 1955	Foire de Bordeaux.
Paris	25 juin au 10 juillet 1955	Exposition internationale des matériaux et équipements du bâtiment et des travaux publics.
Strasbourg	3 au 18 septembre 1955	Foire de Strasbourg.
Lausanne	10 au 25 septembre 1955	Comptoir suisse.
Marseille	17 septembre au 3 octobre 1955	Foire de Marseille.
St-Gall	6 au 16 octobre 1955	Olma, Foire suisse de l'agriculture et de l'industrie laitière.

LEYSIN 1.250-1.500 m.
SUISSE

AIR SOLEIL
REPOS

TraitemenT de la tuberculose sous toutes ses formes

La plus grande station médicale de Suisse
française jouissant de conditions
climatiques les plus favorables

80 cliniques et sanatoriums - 3.000 lits

Plusieurs établissements reconnus par
— la Sécurité Sociale Française —

40 médecins spécialisés

Renseignements : Syndicat d'initiative, LEYSIN
Téléph. : 025/6 22 37